



STRASBOURG Rentrée politique du président de la CUS

« J'aime l'entreprise ! »

Quelques mois après sa prise de fonction à la tête d'une coalition inédite (PS-ex-UMP-EELV) à la CUS, Robert Herrmann entend imposer son style de gouvernance : de dialogue et d'ouverture. Mais aussi son cap : priorité aux économies en fonctionnement pour préserver les investissements. Et donner de l'oxygène à l'activité des entreprises pour soutenir l'emploi.

- A la veille de votre rencontre avec les responsables du Medef Alsace, allez-vous leur faire la même déclaration d'amour que Manuel Valls ?

(Sourire) Oui, j'aime les entreprises ! Dans mon passé, j'ai travaillé dans le privé et j'ai été un des responsables de mon entreprise. Dans un contexte économique tendu, avec une dotation de l'État, ce sont quelque 34 millions d'euros qui vont devoir être trouvés. Il faudra donc s'arc-bouter sur tout ce qui peut générer de l'emploi, de la richesse à l'intérieur de la CUS avec l'essentiel des acteurs, au premier rang desquels les entreprises.

- Quelles sont les marges de manœuvre de la CUS ?

Ces difficultés existent, mais peuvent être une chance de « revisiter » ce qu'est cette maison de la CUS, son rôle et ses missions de service public : ce qui peut être fait à l'extérieur et ce qui sera fait en régie propre. Il s'agit d'apeurer personne puisque les fonctionnaires ont un statut qui les protège et les mouvements de personnel sont lents à l'échelle d'une maison qui fait plus de 8 000 salariés. Par conséquent, il n'y aura pas de brutalité. Le personnel ne sera, en aucun cas, considéré comme une variable d'ajustement.



Robert Herrmann, président de la Communauté urbaine de Strasbourg. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

Des départs en retraite non remplacés

- Y aura-t-il des suppressions de postes ?

On ne supprime pas de postes à la CUS : les 7 000 fonctionnaires seront maintenus. Mais il n'est pas impossible que des missions soient réorientées. Lorsqu'il y aura des départs en retraite, un certain nombre de postes ne seront pas remplacés.

Par ailleurs, il y aura cette discussion sur le service public : certaines missions doivent-elles être conservées en régie propre ou confiées à l'extérieur - en délégation de service public ou en bons de commande, comme par exemple c'est le cas pour le nettoyage de la piscine du Wacken ? L'intérêt c'est d'apporter la satisfaction aux concitoyens d'avoir des missions réalisées. Les logiques d'acheter la paix sociale dès qu'il y avait une difficulté ne sont plus réunies aujourd'hui.

- L'objectif en fin de mandat ?

Si l'on regarde le mandat de Fabienne Keller, nous étions à 500 fonctionnaires en plus. Si l'on prend le mandat suivant, où j'ai été vice-président, il y a eu 250 emplois en plus. Ce que nous visons cette fois, c'est zéro emplois de plus, voire un peu moins de zéro, parce que le service public doit être efficient et compatible avec le budget d'aujourd'hui.

- Quelles seront vos priorités pour le prochain débat d'orientation budgétaire ?

Trois priorités se dégageront : le développement économique avec le plan éco 2020 qui doit être poursuivi car nous avons besoin d'inscrire la constance dans l'action et la confiance dans la relation. Mais aussi le logement, qui est pourvoyeur d'emplois et qui est une nécessité absolue pour la population dans sa diversité. Enfin, les universités, l'enseignement supérieur et la recherche. Car une nouvelle forme d'industrie est apparue dans ce secteur : elle est liée au savoir ou à la recherche.

- Comment soutenir l'activité dans la CUS avec des dotations en baisse ?

Nous avons fait avec Roland Ries un

courrier au ministre pour accélérer la procédure du GCO, de telle sorte que les travaux de l'État puissent venir en substitution. Au même titre que les travaux de l'État sur le tribunal et la BNU qui ont largement soutenu l'emploi ici.

- Vous êtes-vous donné un objectif chiffré pour réduire les dépenses ?

Nous avons demandé avec Roland Ries à notre directeur des services et au premier adjoint, vice-président de la CUS en charge de personnels, de nous faire des propositions pour les budgets Ville et CUS pour la durée du mandat. Qui visent à maîtriser l'ensemble des frais de fonctionnement, voire à les diminuer. Et ce en tenant compte du glissement vieillissement technique.

- Tous les projets ne seront pas réalisés ?

Je ne suis pas pessimiste. À regarder l'échelle d'un budget comme la CUS, nous ne sommes pas une collectivité à la rue, même si le niveau d'endettement actuel ne doit pas progresser. Aujourd'hui il s'agit de savoir comment atteindre un niveau élevé d'investissement avec une fiscalité la plus basse possible, voire zéro. Y arriverons-nous, je ne sais pas. En tout cas cela ne pourra être la facilité de dire on augmentera de 10 %, cela ne passerait pas. L'annonce d'un chiffre de l'ordre de 7 à 10 % d'augmentation ferait exploser notre majorité.

- Les impôts seront-ils augmentés pendant le mandat ?

Pour l'instant, ce que je peux dire, c'est que le premier levier doit être la recherche de l'économie pour l'équilibre budgétaire. Nous devons être vigilants au pouvoir d'achat de nos concitoyens et limiter autant que faire se peut l'augmentation fiscale.

Le PEX retardé, le logement maintenu

- Quels projets seront reportés par souci d'économie, voire annulés ?

Certains projets ont été modifiés pendant la campagne. On sait qu'il y aura des reports pour reprendre le projet de tram à Schiltigheim et Bischheim.

Le PMC, en revanche, est un instrument de rayonnement, il faut qu'on le termine. Quant au PEX, j'ai demandé aux services d'envisager le report. Nous allons inscrire ce chantier dans un phasage qui soit compatible avec la réa-

lisation des objectifs, sans mettre en difficulté l'activité économique générée par le parc des expos aujourd'hui. Le quartier d'affaires fait partie du même lot. L'ancienne patinoire sera démolie en novembre. Et le nouveau Maillon sera construit, c'est une nécessité absolue. Les Deux-Rives, le secteur du logement et l'aménagement, fait partie des priorités des investissements. Tout comme les chantiers Anru, comme à Lingolsheim. Nous ne pouvons pas ralentir ces dossiers.

- Le dossier des Bains municipaux que vous avez porté sera rouvert. Est-ce une petite victoire personnelle ?

Ce n'est pas une revanche. C'est juste bien que ça arrive. Roland Ries fait une proposition de société publique locale avec une externalisation de la dépense de 30 millions pour investissement. Ainsi qu'une délégation de service public globale pour l'équipement, le maintien d'un même prix de la piscine que dans les autres piscines de la CUS. Aujourd'hui, cette piscine, c'est deux millions de déficit par an, un million pour les personnels et un pour les fluides (chauffage et eau), en sachant que les eaux vont directement dans les égouts. Sur le plan environnemental, c'est une calamité.

Mais c'est aussi un des bijoux urbanistiques de la ville. À l'avenir, il y aura des économies de gestion, un service proposé plus large qu'aujourd'hui car une grande partie de ces bains est fermée. Et un fonctionnement qui sera satisfaisant pour nos concitoyens et ceux qui viendront prendre des massages. Il faut que la mission de service public soit remplie, mais ce n'est pas forcé que ce soit réalisé par les agents publics : faire des massages ou les soins du corps ne relève pas d'une obligation de service public.

- Quel avenir pour le GCO ?

Nous souhaitons aller le plus vite possible. D'abord il y a la limite de la DUP et cela apporterait, maintenant que tout le monde est d'accord, aux entreprises un ballon d'oxygène tout à fait utile dans notre département. Et résoudrait un problème qui n'a que trop duré. Je crois que l'on est à 36 ou 37 ans de débat sur cette question. Il est grand temps d'aboutir.

- Tout le monde ?

À part les Verts. Mais nous avons compris que nous pouvons vivre ensemble même avec des désaccords. Comme pour

le rallye, Yves Bur avait aussi voté contre. Pour le GCO, la collectivité ne délibère pas. Qu'il y ait une consolidation de la région et du département, cela est à peu près acté.

- Le report du chantier du PEX n'est-ce pas un mauvais signal dans la compétition des grandes métropoles ?

Non, car si les constructions ne sont pas faites, cela n'empêche pas que des événements aient lieu avec des équipes provisoires. Strasbourg n'est pas Hanovre pour les foires.

Pour le PMC en revanche, c'est différent. Il faut que nous soyons au rendez-vous d'un très gros congrès dans deux ans et qu'on puisse utiliser entre-temps le PMC pour d'autres événements, ainsi que pour l'orchestre, dont l'impact est fort pour le rayonnement.

Créer une diplomatie économique

- Comment la CUS doit-elle accompagner ce mouvement ?

Quand je regarde le président de Nice ou de Lyon, le maire de Lille, tous ont développé une diplomatie économique. Nous allons développer cette stratégie économique. Les présidents de collectivité que je rencontre attestent du fait qu'il y a là un plus accordé à la reconnaissance de la Communauté urbaine.

- N'y a-t-il pas un risque de doublon avec les déplacements de Roland Ries et Nawel Rafik-Elmrini ?

On n'est pas dans la même fonction. Cela n'a rien à voir avec la représentation diplomatique de la ville de Strasbourg - qui est une fonction de relation avec les institutions du Conseil de l'Europe ou Parlement. Mais je ne veux pas que la CUS s'interdise ces rencontres à l'étranger dès lors que c'est justifié, que cela a vocation de développer de l'emploi. Le meilleur moyen qu'il n'y ait pas de confusion, c'est qu'il faut y associer l'université et l'entreprise - des témoins majeurs qui accompagnent les déplacements. Et ce, afin qu'il n'y ait pas de quiproquo, à savoir les voyages d'agrément. Dans une période de d'économie, je ne souhaite pas ouvrir la boîte de Pandore des déplacements. Il ne

s'agit pas de faire de jumelage, mais aller voir par exemple au Canada comment les collectivités ont surmonté la crise, avec une région comme le Québec qui connaît le plein-emploi et des collectivités qui ne sont plus endettées.

- Comment gouverner une coalition aussi hétéroclite ?

Nous sommes dans une ambiance de grande confiance. Pour nous, l'épreuve de force va rester le budget. Nous allons vivre la première commission permanente le 26 septembre.

- Au lendemain de la crise gouvernementale et de La Rochelle : y a-t-il eu des secousses dans vos rangs ?

Au sein du PS, il y a une tradition de vivre des sensibilités différentes. On a réussi à dépasser ces difficultés. Certains expriment le fait que l'orientation du Premier ministre n'est pas celle qu'ils souhaitent, je le respecte. Pour ma part, je vais entrer dans le think tank lancé par le maire de Lyon, « le Pôle des réformateurs », qui appuie la démarche gouvernementale, portée par Manuel Valls.

- Est-ce que la coalition va porter une politique de gauche ?

La CUS n'a pas le même profil qu'une municipalité - qui est l'élection d'un maire et d'une majorité qui sont identiques. La CUS est un établissement public. Sa fonction n'est pas tout à fait la même. J'ai été heurté par le propos sur le fait que la gauche aurait été majoritaire toute seule et j'aurais été traité à la gauche. Non je n'ai fait que prendre en compte ce qui est la réalité démocratique de la CUS : j'ai pris aussi en compte qu'il y avait trois communes PS, deux divers gauche sur 28.

- Comment renforcer l'eurométropole ?

Et si l'on veut que la CUS soit puissante et défende le territoire au sens de l'intérêt général, on doit appréhender l'ensemble des courants de pensée. Je fais un parallèle avec d'autres territoires : je suis persuadé aujourd'hui que si Lyon, Marseille ou Lille se sont développées mieux que nous en saisissant des opportunités, c'est parce que leurs grosses agglomérations étaient dirigées avec la diversité des acteurs. Ils ont subi moins de blocages sur des postures et étaient plus dans la recherche de l'intérêt général. Ce que nous avons fait avec Yves Bur m'apparaît comme salutaire aujourd'hui.

- Quels seront les transferts de compétences ?

Nous voulons aller vers le système lyonnais : plus d'échelle départementale sur le territoire de la CUS. L'idée est de faire en sorte de faciliter la vie des citoyens et de simplifier la vie des entreprises, en considérant que la CUS plutôt que d'aller vers le transfert de compétences aille vers une négociation à la lyonnaise : à l'échelle du territoire de la CUS, nous nous chargerions de la totalité des missions aux citoyens avec la fiscalité. Nous serions alors sur des recettes dynamiques. Cette question devra faire l'objet de débat avec Guy-Dominique Kennel. Et je n'ai pas ressenti par rapport à mes collègues du conseil général d'hostilité majeure, ni de blocage. Le fait d'avoir dépassé l'aspect monolithique de la majorité nous aide à sortir du débat de posture.

- Imaginez-vous exclure des élus de votre exécutif qui voteraient contre le budget ?

J'ai trouvé normal par exemple que le Premier ministre mette fin au mandat du ministre qui s'était égayé sur sa cuve de redressement. Je ne crois pas que l'on puisse amuser la galerie en permanence. Lorsqu'on est arrivé au bout des logiques, si l'on ne s'y retrouve pas, on doit quitter ses fonctions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE DOSSMANN ET OLIVIER CLAUDON